



HAL
open science

Conditions socio-environnementales pour la réhabilitation de la biodiversité ordinaire

Florent Kohler, Guillaume Marchand, Tiffany Garcia Parrilla

► **To cite this version:**

Florent Kohler, Guillaume Marchand, Tiffany Garcia Parrilla. Conditions socio-environnementales pour la réhabilitation de la biodiversité ordinaire. CIST2011 - Fonder les sciences du territoire, Collège international des sciences du territoire (CIST), Nov 2011, Paris, France. pp.224-227. hal-01352923

HAL Id: hal-01352923

<https://hal.science/hal-01352923v1>

Submitted on 10 Aug 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Conditions socio-environnementales pour la réhabilitation de la biodiversité ordinaire

AUTEURS

Florent KOHLER, CREDA (France)
Guillaume MARCHAND, Université fédérale d'Amazonas
Tiffany GARCIA PARRILLA, CREDA (France)

RESUME

Notre exposé est un état des recherches portant sur le programme « conditions socio-environnementales pour la réhabilitation de la biodiversité ordinaire » –CLEVERT. La participation des populations locales, à l'échelle communale, aux débats publics portant sur le maintien ou la restauration d'écosystèmes fonctionnels, est désormais incontournable. L'originalité du programme repose sur le fort investissement des équipes scientifiques, la clarté des protocoles, la cartographie participative. L'objectif est de comprendre de quelles configurations sociales dépendent les projets de conservation et de vérifier si *l'empowerment* des populations locales favorise la prise en compte des enjeux écologiques. La communication comporte 4 sections : présentation des données ethnoécologiques des trois terrains ; corrélation des données sociales et environnementales ; analyse des facteurs favorables à la co-construction des savoirs ; rapports mutuels des disciplines impliquées (anthropologie, écologie et géographie).

ABSTRACT

Our paper presents the state of our research on the socio-environmental conditions for the rehabilitation of common biodiversity - CLEVERT Program. The participation of local populations, on a district scale, in the public debates about the maintenance or the restoration of functional ecosystems is now an imperative of public policies. The originality of the program is based on a long term presence on the field, an easy implementation of the protocols and sessions of participative cartography. Our purpose /objective is to understand on what social configurations are based the conservation projects and to assess if the awareness of ecological issues is better taken into account in a context of local empowerment. Our paper has four sections: summarized account of ethno ecological data of the three fields, correlation of social and environmental data, analysis of the favorable factors regarding the co-construction of knowledge, mutual relations amongst the disciplines involved (anthropology, ecology and geography).

MOTS CLES

Sciences participatives, biodiversité ordinaire, échelle communale, populations locales.

INTRODUCTION

La proposition s'inscrit dans la thématique « Biodiversité et territoire ». A mesure que s'affinent les instruments de diagnostic portant sur les fonctions et services rendus par les écosystèmes, les politiques publiques s'orientent vers une gouvernance de forme participative (Berkes, 2004), présupposant des citoyens conscients des objectifs, de leurs enjeux et des manières d'y atteindre au sein de « socio-écosystèmes » (Chevassus-au-Louis *et al.*, 2009, p.18). Mais les procédures délibératives viennent se

heurter à des usages dont la légitimité est reconnue comme composante de la « sociodiversité ». Si les conflits autour des aires protégées ont été bien étudiés (Héritier et al, 2008, Aubertin et al, 2008), on s'est peu soucié des zones non protégées et de ce qu'impliquait l'absence de protection. Or la prise en compte des spécificités locales n'est pas seulement un mode de gouvernance : ces spécificités sont partie intégrante des diagnostics, elles doivent donc être identifiées en amont.

DONNÉES ETHNOÉCOLOGIQUES

Trois communes françaises ont été étudiées dans le cadre du programme, toutes trois sous climat tempéré : l'une en Seine-et-Marne, l'autre en Bourgogne, la troisième en Vendée. Des échantillonnages de diversité végétale, d'insectes pollinisateurs et chauves-souris ont été menées en plusieurs vagues, après identification de cinq habitats-types (milieu urbain, bord de culture, haie, forêt, prairie), avec des protocoles aisément reproductibles.

La typologie des habitants présente, à des stades divers, le profil d'une déprise agricole au profit de néo-ruraux ayant une faible familiarité avec les paysages environnants. Mais tandis qu'en Bourgogne la population locale a construit une forte identification au bocage et pratiques associées (entretien des haies, élevage et maraîchage bio – Alphandéry et Pinton ; Pinton et Salaün), la commune vendéenne présentent de nombreux conflits d'usage liés aux pratiques agricoles et à l'élevage. Les populations animales et végétales répondent aux configurations sociales : forte diversité végétale et animale en Bourgogne, forte présence de diptères en Vendée, faible variété de chauves-souris traduisant un effondrement général des populations d'insectes. Le village de Seine-et-Marne présente quant à lui une forte biodiversité végétale en zone urbanisée, illustrant une approche patrimoniale et un entretien de proximité. Les alentours sont eux laminés par des pratiques agricoles intensives sur les communes voisines.

Les données anthropologiques montrent la divergence d'attitudes entre populations rurales ayant une tradition d'auto-gestion (Bourgogne) par opposition à une longue période de fermage et métrayage ayant marqué la Vendée, résultant en un fort investissement dans la maîtrise technique, le matériel lourd, le rejet de tout ce qui irait à l'encontre du « progrès ».

CORRÉLATION DES DONNÉES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

L'enquête s'est efforcée de caractériser les attitudes des trois populations en fonction de l'histoire locale et de la progressive substitution d'une population majoritairement composée d'agriculteurs à une autre, qualifiée de « ruraine » ou néo-rurale, dont l'activité professionnelle se situe hors du territoire communal. A travers des questionnaires et des entretiens non-directifs, nous avons cherché à qualifier le type de relation à l'environnement et l'impact réel. Nous parlons de familiarité lorsque le rapport à la nature ordinaire se fonde sur la fréquentation régulière, la cueillette, la chasse ou la pêche, la connaissance des cycles naturels et des propriétés de certaines espèces végétales ou animales. La familiarité n'implique pas le « respect » mais traduit une forte connexion aux conditions naturelles. Nous parlons d'indifférence lorsque la nature fait l'objet d'une patrimonialisation dont la gestion est déléguée aux décideurs politiques. Nous parlons d'hostilité lorsqu'une politique de protection est perçue comme une menace pour les populations humaines et leur mode de vie.

La familiarité est perceptible en Bourgogne où zones boisées et bâties sont interconnectées, et où les néo-habitants sont très vite investis de la dimension identitaire des forêts, des haies et de l'eau. L'histoire locale est marquée par une

résistance aux pressions de l'extérieur (tradition de jansénisme, de communisme et plus récemment d'écologisme) qui donne à l'entretien et à la fréquentation des espaces « naturels » une dimension militante. Les ressources naturelles sont abondantes (poisson, gibier, baies, fruits et plantes sauvages, champignons)

L'indifférence est marquée en Seine-et-Marne où la transition du milieu rural au milieu urbain remonte à une quarantaine d'années. Certains lieux stratégiques en termes de biodiversité sont fortement patrimonialisés et aménagés en conséquence, dans la mesure où les édiles cherchent à favoriser les mouvements associatifs. La partie urbaine fait l'objet d'une politique de fleurissement et la dimension esthétique prime sur des considérations plus pragmatiques de circulation des espèces.

La commune de Vendée paraît quant à elle illustrer l'hostilité à l'égard des politiques de protection. Les talus non-fauchés sont « sales », les mesures de protection des cours d'eau sont perçues comme des manifestations autoritaires. Cette attitude est à mettre en perspective avec la période de remembrement (1968-1972) où l'arrachage des haies a été vécue comme une libération et un affranchissement des pressions sociales (les propriétaires terriens) et environnementales (les chemins creux, les petites parcelles). Le « retour en arrière » est agité comme un épouvantail. De ce fait, les aménagements privilégiés par la municipalité sont les infrastructures de transport et de loisir, la connexion des écosystèmes peinant à entrer dans la logique municipale.

DIMENSION PARTICIPATIVE

Le programme a fortement investi dans la participation locale sous les formes de réunions de présentations, de participation aux activités d'échantillonnage, et de réunions de restitutions. Par ailleurs, la méthode de l'observation participante impliquait de séjourner chez les habitants, de se fondre dans la vie locale (repas, fêtes, marchés, visites de courtoisie) amenant à une rapide popularisation du programme et de l'équipe. Tandis qu'en Bourgogne la participation semblait acquise, elle fut beaucoup plus difficile à mettre en place en Vendée, du fait de fortes résistances à l'encontre de l'équipe (confusion « écologues » et « écologistes »). Mais après trois mois de visite régulière il n'y avait plus de différence notable entre les deux communes. La situation en Seine-et-Marne a montré les limites de l'exercice, l'intervention de l'équipe ayant été instrumentalisée par l'équipe municipale à des fins d'animation. Dans le même temps, c'est dans cette commune que s'est manifestée l'exigence de données concrètes et de solutions « clé en main ».

Les interactions entre les différentes catégories de population ont amené l'équipe à privilégier tel ou tel profil d'interlocuteurs en fonction des disponibilités. Toutefois les séances de restitution de données ont montré un public très varié, y compris originaire d'autres communes, montrant la progressive diffusion de l'exercice.

Nous avons constaté que la participation était accrue lorsque les données ethnoécologiques contariaient les attentes des habitants. Certaines provocations (mesurées) avaient le mérite de provoquer des débats qui se poursuivaient en interne après le départ de l'équipe.

RELATION ENTRE LES DISCIPLINES IMPLIQUÉES.

La mise en place d'équipes interdisciplinaires exige une période d'adaptation et d'harmonisation des concepts, mais aussi des objectifs. L'exigence anthropologique de forte présence sur le terrain venait buter sur une tendance, de la part des écologues, à déléguer à des stagiaires les missions de relevés et d'inventaires. On observait également une forte divergence entre une politique de suggestion et de sollicitation des savoirs locaux, de la part des anthropologues, face à une exigence de précision et

d'analyse fine des données (Couvét et al, 2008) à livrer telles qu'elles aux habitants, une pratique des écologues qui tend à les assimiler à des experts et à des consultants plutôt qu'à des partenaires dans une relation.

Toutes les leçons n'ont pas été tirées des divergences qui se sont aggravées à mesure que le programme avançait. La principale divergence portait sur le degré d'implication de l'équipe dans la vie locale et dans ce qu'on qualifie « d'aide à la décision ».

On notera ici que l'interface de la géographie, avec sa capacité à donner une représentation cartographique des enjeux locaux, a beaucoup contribué à améliorer le rapport avec les habitants mais aussi entre les scientifiques eux-mêmes.

CONCLUSION

Le programme a mis en évidence la corrélation entre état général des systèmes naturels et attitudes humaines ancrées dans l'histoire locale.

La démarche participative visant à l'empowerment des populations locales sans sacrifier les enjeux écologiques oscille entre deux attitudes contrastées :

- une forte implication des scientifiques de SHS aboutit à un fort investissement des populations locales, mais ne parvient pas à dégager de lignes claires d'intervention dans le domaine de la restauration ou réhabilitation de la biodiversité ordinaire ;

- une orientation privilégiant les sciences naturelles permet de dégager des enjeux précis et des politiques adaptées, mais sans forcément susciter l'adhésion des populations concernées, les propositions demeurant dès lors lettre morte.

REFERENCES

- Aubertin C., Rodary E. (eds), 2008, *Aires protégées, espaces durables ?*, Marseille, IRD Editions.
- Berkes F., 2004, Rethinking community-based conservation. *Conservation Biology*, 18, 621-630.
- Chevassus-au-Louis B. et al, 2009, *Approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes*, Centre d'Analyse Stratégique, Rapport au Premier Ministre.
- Couvét D., F. Jiguet, R. Julliard, H. Levrel & A. Teyssedre, 2008, Enhancing citizen contributions to biodiversity science and public policy, *Interdisciplinary Science Reviews*, vol. 33, n° 1, 95-103.
- Alphandéry P., Pinton F., 2007, « Pays, patrimoine naturel et changement social en Puisaye », *Conservatoire des Sites Naturels Bourguignons - Actes des rencontres de territoires 13 - N°1 - Octobre 2007*
- Alphandéry P., Pinton F., 1998, « Le pays, territoire de l'environnement ? La protection de la nature en Puisaye (Bourgogne) », *Sciences de la Société* n°45 : Le rural en mouvement, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 1998, 119-138.

AUTEURS

Florent **Kohler**
Anthropologue
UMR 7227 CREDA
Université de Tours
Florent.kohler@gmail.com

Guillaume **Marchand**
Professeur invité à l'Université
Fédérale d'Amazonas
ninigp@gmail.com

Tiffany **Garcia Parrilla**
Doctorante
UMR 7227 CREDA
gaelmarch@yahoo.fr